

Perth, le 16 juillet, mon honorable ami, d'après l'*Ottawa Morning Journal*, s'est exprimé ainsi :

Ce pays a fait beaucoup pour moi; je fais tout ce que je peux pour lui, suivant mes convictions.

Dans un discours à Vancouver, le 18 juin, il a dit :

*Montreal Gazette*, 19 juin :

J'ai la conscience nette. Tout le monde peut examiner mon passé.

En se décernant à soi-même cet éloge, mon honorable ami aurait pu témoigner un peu plus de générosité aux autres. C'est ainsi qu'il s'est exprimé sur les personnes.

J'en arrive à ses commentaires sur la situation au Canada et je tiens à protester le plus vigoureusement possible contre l'attitude prise par mon honorable ami durant la campagne. Il savait fort bien, comme il le sait encore aujourd'hui, que le chômage existant alors et aujourd'hui au Canada provient surtout d'une situation mondiale qu'aucun gouvernement ne saurait maîtriser. Il savait alors et il sait encore aujourd'hui que la débâcle financière survenue à la bourse, dans le cours antérieur de l'année, entre pour une large part dans le chômage au pays. Dans sa tournée de discours il savait aussi, comme il le sait aujourd'hui, que la diminution de la récolte de l'Ouest, par rapport aux années précédentes, a contribué également au chômage. Mais, par-dessus tout, il savait que le fait que le transport de la récolte de blé n'a pas eu lieu aussi tôt, ou par quantités aussi considérables que les années passées, a causé énormément de chômage dans les services de transport, ce qui a réagi aussi sur l'exploitation minière et les autres branches de l'industrie. Mon honorable ami connaît tous ces faits; cependant, pas une fois au cours de toute la campagne il n'a eu la probité et la droiture de les exposer aux électeurs. Mais nous lisons aujourd'hui dans le discours du trône la déclaration suivante qu'il fait prononcer par Son Excellence le Gouverneur général :

La nécessité d'étudier à fond la situation économique exceptionnelle qui a entraîné le chômage m'a engagé à vous convoquer plus tôt qu'à l'ordinaire.

Arrivé au pouvoir, il dit que le chômage est exceptionnel, qu'il provient d'une situation économique exceptionnelle. Mais, dans tout le cours de la campagne, il a attribué le chômage à la politique économique du précédent ministère; à la politique mal entendue du gouvernement libéral, non à une certaine époque, mais dans une période entière de

[Le très hon. Mackenzie King.]

neuf ans. Il a fait porter de ce côté son appel durant la campagne, mais aujourd'hui, dès qu'il occupe le pouvoir, il renie tout ce qu'il a dit à cet égard durant la campagne électorale. Permettez-moi de vous lire l'exposé de la situation que mon honorable ami a fait dans les différentes parties du pays.

Portant la parole à Sarnia, le 17 juillet, il a dit :

*Montreal Gazette*, 18 juillet :

Le Canada est aujourd'hui "dans une situation critique". Le chômage sévit "dans des proportions inouïes au pays, tout cela à cause de la politique du gouvernement d'Ottawa."

Le chômage, a-t-il prétendu, a des proportions inouïes au pays. L'assertion inclut la dernière période du régime Alexander Mackenzie. Elle inclut même l'époque de 1896; alors qu'il régnait une situation inégalée depuis, tout le monde le sait; elle inclut aussi la période de marasme qui a suivi immédiatement la guerre, alors que le gouvernement libéral a pris le pouvoir. Cependant, dit-il, "le chômage sévit dans des proportions inouïes au pays".

Dans un discours prononcé à Montréal, le 26 juin, il a dit :

*Montreal Gazette*, 27 juin :

Le chômage est devenu un "problème national" au Canada. C'est le résultat direct de la mauvaise politique économique appliquée par les libéraux durant neuf ans sous le régime du premier ministre King et le gouvernement King ne saurait se dérober à l'accusation d'avoir négligé de comprendre que le premier devoir du gouvernement canadien, c'est de donner de l'ouvrage aux Canadiens.

Des VOIX: Très bien! très bien!

Le très hon. MACKENZIE KING: Mes honorables amis répètent: très bien, très bien! Pourquoi donc mon honorable ami n'a-t-il pas eu le courage de faire prononcer ces mots par Son Excellence le Gouverneur général? Il a ajouté :

Si vous n'assurez pas un emploi aux Canadiens ils ne resteront pas au pays, et voilà pourquoi un million et quart d'entre eux ont émigré. Quel bon sens y a-t-il à expédier à l'étranger nos grands produits naturels partiellement ouverts ou à l'état brut et puis de faire prendre le même chemin aux Canadiens, pour qu'ils aillent les ouvrir dans un autre pays, tandis que nous achetons les produits américains? M. Bennett attribue la misère d'aujourd'hui à la politique du gouvernement.

Dans un discours à Toronto, le 22 juillet, il a déclaré :

*Mail and Empire* de Toronto, 23 juillet :

Le chômage sévit aujourd'hui chez nous dans des proportions inouïes, parce que nous avons un gouvernement qui a chassé nos gens à l'étranger et a envoyé notre argent à l'étranger pour acheter des denrées commerciales.